Résumé :

Je vous soumetts :

1. Le projet de décision modificative (DM) n°3 pour l'exercice 2023 du budget principal
2. Une actualisation des autorisations de programme (AP) / crédits de paiement (CP)
3. Les admissions en non-valeur pour le budget principal

Pour l'essentiel :

- En fonctionnement, cette DM consiste en l'inscription de dépenses supplémentaires à hauteur de 60 000 €, largement compensées par une diminution de dépenses de 245 000 €.
- En raison de la réactualisation du calendrier d'avancement de divers projets, la section d'investissement est marquée par la restitution de 2,7 M€ de crédits de dépenses et par un report de 0,7 M€ de recettes sur l'exercice 2024.
- L'équilibre de la section d'investissement est réalisé en diminuant de 2M€ le virement depuis la section de fonctionnement. Après la DM, le montant des dépenses imprévues d'investissement reste inchangé à hauteur de 4,1 M€.
- En conséquence, pour équilibrer la section de fonctionnement malgré notamment cette diminution de 2 M€ du virement vers la section d'investissement, les dépenses imprévues sont augmentées de 2,2 M€. Après la DM, le montant des dépenses imprévues de fonctionnement est de 21,4 M€.

La DM3 s'équilibre en recettes et dépenses :

- En fonctionnement à 0 €
- En investissement à -2 564 425 €

Cette DM est aussi l'occasion de renseigner les autorisations de programme (AP) / crédits de paiement (CP) sur les exercices 2027 et 2028, afin de donner de la lisibilité sur la totalité de la durée du mandat.

Tableau récapitulatif par section

		Dépenses -2 564 425	Recettes -2 564 425	
Fonctio. 0	Crédits nouveaux	60 301	Ajustement de recettes	0
	Ajustement de dépenses	-245 000		
	Virements internes à la section	0		
	Dépenses imprévues	2 185 480		
	Virement de section	-2 000 781		
Invest. -2 564 425	Crédits nouveaux	89 342	Virement de section	-2 000 781
	Restitution de crédits	-2 653 767	Ajustement de recettes	-563 644
	Virements internes à la section	0		

L'ensemble des mouvements de crédits détaillés ci-après sont retracés dans le tableau d'équilibre, en annexe 1.

1^{ère} commission – Solidarités sociales

Section	Budget total	DM3 proposée	Budget total après DM	Evolution
Fonctionnement	178 509 121		178 509 121	
Investissement	137 000	89 342	226 342	65,2 %
Total	178 646 121	89 342	178 735 463	0,1 %

En 1^{ère} commission, cette DM concerne uniquement l'inscription de recettes et dépenses en investissement relatives à l'appel à manifestation d'intérêts sur le financement des travaux relatifs à l'habitat inclusif pour les séniors.

En recette d'investissement, je vous propose d'inscrire 111 678 €. En mars 2023, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) avait lancé un appel à manifestation d'intérêts (AMI) à destination des Conseils départementaux qui souhaitent soutenir le financement des travaux d'investissement dans les habitats inclusifs pour seniors. Le Département a répondu à cet AMI et la conférence des financeurs de l'habitat inclusif réunie le 8 juin 2023 a retenu les 2 projets suivants pour un montant de subventions total de 111 678 € :

- Association Dinita (association nationale pour l'accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées) : acquisition de montres connectées géolocalisées permettant d'appeler l'équipe d'intervenants 24h/24 à l'intérieur comme à l'extérieur de l'habitat, bénéficiant d'une subvention de 15 198 €
- Commune de Jarret : travaux pour l'extension du local permettant le projet de vie sociale et partagée (60 m²) avec la construction d'une salle supplémentaire d'activités et d'un préau bénéficiant d'une subvention de 48 240 €, ainsi que des travaux d'accessibilité du bâti existant pour une subvention de 48 240 €.

En dépenses d'investissement, concernant les projets 2023, je vous propose d'inscrire 89 342 € pour assurer le versement de l'aide accordée à la Commune de Jarret et à l'Association Dinita. Cette somme représente 80% du financement accordé par la CNSA sans cofinancement demandé du Département.

2^{ème} commission – Solidarités territoriales

Section	Budget total	DM3 proposée	Budget total après DM	Evolution
Fonctionnement	5 774 040		5 774 040	
Investissement	17 516 991	-394 964	17 122 027	-2,3 %
Total	23 291 031	-394 964	22 896 067	-1,7 %

En 2^{ème} commission, cette DM consiste essentiellement à réajuster les crédits de paiement 2023 (-394 964 €) au regard des prévisions de demandes de paiement de subvention dans divers domaines.

Investissement

Ajustement de recettes (-20 194 €)

- Notre Département se voit confier par convention avec des Communes ou établissements publics de coopération intercommunale, la maîtrise d'œuvre de procédures administratives de délimitation de périmètres de protection de captage. La collectivité concernée participe financièrement selon les modalités établies dans la convention. A cet effet, notre assemblée a voté au budget primitif une recette de 42 000 € relative à 13 périmètres. Cinq procédures n'étant pas achevées, je vous propose de baisser la prévision de 20 194 € et de la ramener au montant réalisé en 2023, soit 21 805 €.

Dépenses

Compte-tenu des paiements effectués, de l'abandon d'opérations par les maîtres d'ouvrage et des prévisions de demande de versement d'aides indiquées par les porteurs de projets, je vous propose d'acter :

- Les diminutions de crédits de paiement ci-après pour un montant total de 394 964 € et leur report sur 2024 :
 - -127 697 € du développement territorial 2022
 - -1 267 € des pôles touristiques 2018
 - -12 000 € des crédits protection captage
 - -93 000 € de l'eau potable/assainissement 2023
 - -161 000 € du fonds de maîtrise des déchets

- Les virements internes ci-après qui s'équilibrent au total :
- Abondement de crédits de diverses AP FAR (2020 à 2023), FAR fibre, et Fonds d'Urgence Routier Intempéries (FURI) à hauteur de 1 115 102 € issus des crédits Développement Territorial et Dynamisation des Communes Urbaines :
 - -25 514 € du développement territorial 2018 vers le FAR 2020,
 - -325 000 € du développement territorial 2020 vers le FAR 2022,
 - -113 150 € du développement territorial 2021 vers le FAR 2022,
 - -84 738 € du développement territorial 2022 vers le FAR 2023,
 - -106 090 € du développement territorial 2022 vers le FAR fibre (16 940 €) et le FURI (89 150 €)
 - -310 610 € du développement territorial 2023 vers le FAR 2023,
 - -150 000 € du plan avenir Lourdes vers le FAR 2021.

 - AP pôles touristiques :
 - -90 000 € des pôles touristiques 2019 vers les pôles touristiques 2022,
 - -275 000 € des pôles touristiques 2021 vers les pôles touristiques 2022 et 2023

 - AP AGRIENVI 2020-4 foncier institution Adour : réorientation de 57 034 € de CP 2023 vers les CP 2023 de l'AP AGRIENVI 2020-3 travaux institution Adour

 - AP en matière d'eau et d'assainissement :
 - -5 000 € de CP 2023 de l'AP eau potable/assainissement 2021 vers l'AP eau potable/assainissement 2020
 - -28 000 € de CP 2023 de l'AP eau potable/assainissement 2023 vers l'AP renouvellement de réseaux 2023

3^{ème} commission – Infrastructures, collèges et mobilités

Section	Budget total	DM3 proposée	Budget total après DM	Evolution
Fonctionnement	23 537 230	-245 000	23 292 230	-1,0 %
Investissement	56 263 574	-2 044 806	54 218 768	-3,6 %
Total	79 800 804	-2 289 806	77 510 998	-2,9 %

En 3^{ème} commission, pour l'essentiel, la réactualisation du planning de réalisation de certaines opérations en investissement amène à baisser les dépenses (-2,3 M€) et les recettes (-0,7 M€).

Fonctionnement

➤ Collèges, bâtiments et numérique

Ajustement de dépenses

- Subvention exceptionnelle collèges publics :

L'analyse des situations des fonds de roulement (FDR) des collèges au 01/09/2023 permet de revoir les crédits destinés aux frais de viabilisation à la baisse de 220 000 €.

Je vous propose :

- Un virement de 15 000 € pour abonder les crédits d'entretien des bâtiments jusqu'à la fin de l'année,
- Une baisse de crédits de 205 000 €.

Egalement, compte tenu des sollicitations moins importantes des collèges sur les denrées alimentaires, je vous propose de revoir à la baisse la prévision de dépense de 20 000 €.

- Participation Région maintenance informatique cités scolaires :

Suite à la modification par la Région Occitanie des modes de calculs utilisés pour l'établissement des décomptes, je vous propose une diminution des crédits de 20 000 €.

Investissement

➤ Collèges, bâtiments et numérique

Ajustement de recettes

- Le versement de la dotation de soutien à l'investissement des Départements (DSID) étant lié à l'avancée des travaux, je vous propose :
 - DSID collèges :

D'une part, un report des recettes 2023 sur 2024 de 358 296 €, décomposé comme suit :

 - ✓ - 19 553 € : collège Paul Eluard à Tarbes,
 - ✓ - 52 696 € : collège Val d'Arros à Tournay,
 - ✓ - 35 269 € : collège Jean Jaurès à Maubourguet,
 - ✓ - 250 778 € : photovoltaïques collèges ;

D'autre part, une diminution de 84 320 € pour le collège Voltaire à Tarbes car le montant des travaux consolidé est inférieur au montant maximum subventionnable.
 - DSID gendarmerie : un report de recettes de 2023 sur 2024 de 111 352 €.
 - DSID bâtiments routes : un report de recettes de 2023 sur 2024 de 95 206 €.
- FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) : le montant du renouvellement du matériel informatique étant inférieur au montant prévisionnel chiffré lors de la demande de subvention, je vous propose une diminution de recette de 5 954 €.

Dépenses

Ajustements de crédits

- AP bâtiments éducation (AP INFBATDPTX 2020-1) :
 - Collèges matériel demi-pension
Du fait des délais de fabrication du matériel spécifique et de la nécessité de procéder à l'installation en période de vacances scolaires (site non occupé), il convient d'effectuer un report de 200 000 € des CP 2023 vers les CP 2024.

- Frais d'études collèges

Je vous propose l'inscription de 55 000 € de crédits supplémentaires sur les CP 2023 :

- ✓ 5 000 € pour la révision de prix des marchés de maîtrise d'œuvre de rénovation thermique dans les collèges Voltaire à Tarbes et du Val d'Arros à Tournay
- ✓ 50 000 € pour l'étude de faisabilité de la production thermique du collège Victor Hugo à Tarbes.

- Collège Maréchal Foch à Arreau réhabilitation

Je vous propose de reporter 50 000 € de CP 2023 vers 2024 en raison du décalage de planning suite à des lots infructueux lors de l'appel d'offres.

- Collège Desaix à Tarbes réhabilitation

Je vous propose d'augmenter les CP 2023 de 22 000 € afin de lancer les études relatives aux travaux de menuiseries des bâtiments A et E en 2024.

- Collège Beaulieu à Saint-Laurent-de-Neste réhabilitation (extension de la demi-pension)

Suite à un décalage du calendrier de paiement des soldes des marchés, je vous propose un report de 33 000 € de CP 2023 vers 2024.

- Collège Val d'Arros à Tournay réhabilitation

Je vous propose de reporter 25 000 € de CP 2023 vers 2024 concernant les travaux de réhabilitation thermique des bâtiments.

- Collège Jean-Jaurès à Maubourguet réhabilitation

Suite à la fin de l'opération de rénovation thermique des locaux, je vous propose de reporter 10 000 € de CP 2023 vers 2024 pour les prochains travaux à envisager.

- Collèges (photovoltaïque)

Au vu du décalage du planning des travaux, je vous propose de reporter 110 000 € de CP 2023 vers 2024 pour le paiement des soldes de marchés.

- Collèges (étanchéité toiture terrasse)

L'opération 2023 étant terminée, je vous propose de reporter les 7 000 € de CP 2023 non utilisés vers 2025, sur la ligne budgétaire des travaux de grosses réparations.

- Cité scolaire Sarsan à Lourdes (photovoltaïque)

Au vu du décalage du planning des travaux, je vous propose de reporter 50 000 € des CP 2023 vers 2024.

- Cité scolaire Sarsan à Lourdes (étanchéité toiture terrasse)
L'opération 2023 étant terminée, je vous propose de reporter les 7 000 € de CP 2023 non utilisés vers 2025, sur la ligne budgétaire des travaux de grosses réparations.
- Cité scolaire Sarsan (préau)
Les crédits inscrits initialement regroupaient les travaux à réaliser sur le préau, ainsi que les travaux liés à la création d'un réseau de chauffage par biomasse. Je vous propose de scinder ces deux opérations en deux lignes de crédits et de reporter 40 000 € de CP 2023 vers 2024 pour couvrir la fin de l'opération.
- AP bâtiments routiers (AP INFBATDPTX 2020-3) :
 - Bâtiments routiers (études)
Je vous propose de reporter 20 000 € de CP 2023 non utilisés vers 2024 pour les prochaines études à envisager.
 - Bâtiments routiers (photovoltaïque)
Au vu du décalage du calendrier de paiement, je vous propose de reporter 50 000 € de CP 2023 vers 2024.
 - Centre d'exploitation de Cauterets (acquisition)
Suite au retard pris par la rédaction des actes nécessaires à l'acquisition, je vous propose de reporter 26 655 € de 2023 vers 2024.
- AP construction du centre d'exploitation Vignec (AP INFBATDPTX 2020-4) : l'opération s'étant terminée en 2023, je vous propose une diminution du montant de l'AP et des CP 2023 de 35 000 €.
- AP bâtiments sociaux (AP INFBATDPTX 2020-6) : concernant le gros entretien et les grosses réparations, je vous propose de reporter 130 000 € de CP 2023 non utilisés vers 2024 pour les prochains travaux à envisager, notamment sur le site Gaston Dreyt à Tarbes.
- AP Bâtiments culture (AP INFBATDPTX 2020-7) :
 - Bâtiment abbaye de l'Escaladiou (études) : Je vous propose de reporter 30 000 € de CP 2023 non utilisés afin d'ajuster les CP récurrents jusqu'en 2028.
 - Bâtiment de l'abbaye de Saint-Sever-de-Rustan (atelier chantier d'insertion) : pour réhabiliter l'abbaye grâce à un atelier d'insertion, un marché public est en cours de

notification. Afin de permettre son exécution en 2024, je vous propose de reporter 70 000 € de CP 2023 non utilisés vers 2024.

- AP Bâtiments culture (AP 3BATESC 2014-1) : abbaye de l'Escaladieu (phase 2/toiture salle voutée) : au vu de l'interruption des travaux durant la période estivale, et suite à un décalage du calendrier de paiement, je vous propose de reporter 100 000 € de CP 2023 vers 2024.
- AP Bâtiments administratifs immobilier de bureaux (AP 3BATGR 2014-1) : suite à l'opération complexe de réception des travaux de réhabilitation du bâtiment site place Ferré à Tarbes, je vous propose de reporter 70 000 € de CP 2023 vers 2024.
- AP Bâtiment archives Ténot (AP INFBATDPTX 2020-8) : suite à un décalage du calendrier de paiement, je vous propose de reporter 1 000 000 € de CP 2023 vers 2024.
- AP Bâtiments administratifs (AP INFBATDPTX 2020-11) : concernant l'ensemble immobilier 11 rue Gaston Manent à Tarbes, au vu du calendrier de paiement et des travaux de réaménagement des étages, du Data Center et des façades, je vous propose de ramener 20 000 € de CP 2024 vers CP 2023.
- AP Informatique collèges (AP EDUCATION 2020-2) : je vous propose de reporter 29 480 € de CP 2023 non utilisés afin d'ajuster les CP récurrents jusqu'en 2028.
- AP Cybersécurité (AP MOYGEN 2023-1) : dans le cadre du projet France Relance Cybersécurité, il est a été mis en avant la nécessité d'étanchéifier certains éléments du réseau les uns par rapport aux autres, en créant des sous-réseaux. Cette technique s'appelle la segmentation et permet notamment, en cas de cyberattaque, de contenir au maximum cette dernière à un seul élément du réseau, d'en limiter les impacts et d'en ralentir la propagation en rendant plus difficile la contamination d'un sous-réseau à l'autre. Afin de pouvoir acquérir cette solution technique, je vous propose de réajuster les CP 2023 entre les enveloppes d'acquisition de licences et logiciels (- 63 000 €) et d'avances pour acquisition de licences et logiciels (+ 63 000 €).

➤ **Routes et mobilités (DRM) :**

Virements internes à la section

- AP matériels techniques routiers (AP MOYGEN 2020-5) :

Je vous propose de réajuster les CP entre les enveloppes d'acquisition de matériel (- 5 000 €) et d'avances pour acquisition de matériel (+ 5 000 €).

- AP véhicules administratifs (AP MOYGEN 2020-6) :

Dans le cadre de l'acquisition d'un véhicule administratif, je vous propose de réajuster les CP entre les enveloppes d'acquisition de véhicules (- 21 000 €) et d'avances pour acquisition de véhicules (+ 21 000 €).

- AP RD Structurantes (AP INFROUTRA 2020-5) :

Dans le cadre du projet d'aménagement de la déviation de Vic-en-Bigorre, le Département a missionné la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) pour réaliser une réserve foncière d'opportunité. Afin de pouvoir honorer l'acquisition des parcelles nécessaires au projet, ainsi que les frais d'actes correspondants, je vous propose de réajuster les crédits entre l'enveloppe des travaux d'aménagement sur RD structurantes (- 351 287 €) et l'enveloppe spécifique aux aménagements fonciers structurants (+ 351 287 €).

4^{ème} commission Jeunesse, vie associative et cadre de vie

Section	Budget total	DM3 proposée	Budget total après DM	Evolution
Fonctionnement	5 738 677		5 738 677	
Investissement	1 154 794	-209 140	945 654	-18,1 %
Total	6 893 471	-209 140	6 684 331	-3,0 %

En 4^{ème} commission, cette DM se traduit par une baisse des CP 2023 de 209 140 € et un report sur les CP 2024 et suivantes.

Investissement

Ajustements de dépenses

➤ **DDL :**

- Diminution des crédits sur 2023 et report de crédits vers 2024 :
 - -16 940 € sur AP SOLIDTER Dynamisation communes urbaines 2021
 - -18 500 € sur AP CULTURE Patrimoine privé 2021-2028
 - -16 465 € sur l'AP CULTURE Archives document 2021-2028

➤ **DSD :**

- AP 5LOG 2015-1 logements particuliers : diminution des CP 2023 (-57 235 €) et report sur CP 2024
- AP SOLIDSOC 2020-1 logements particuliers 2021-2026 : diminution des CP 2023 (-100 000 €) et report de crédits sur CP 2024

**

- AP ANRU rénovation urbaine (AP SOLIDTER 2020/5) :

Pour information, les crédits sur la période 2024 à 2030 concernant l'AP ANRU rénovation urbaine (AP SOLIDTER 2020/5) font l'objet d'un réajustement. Les crédits de paiement avaient été inscrits en 2020 lors de la création de l'AP sur la base d'un planning des opérations élaboré en 2019, avec des crédits de paiement inscrits à partir de 2024. Au vu des plannings des opérations actualisées, il convient d'ajuster les crédits de paiement au plus près de la programmation des opérations des bailleurs sur la base de modalités de financement suivantes : 50% au démarrage des travaux et 50% à la livraison.

- Opération ANRU-Lourdes (OPH 65) :

Les opérations se dérouleront principalement sur 2024-2026 avec donc un financement en grande majorité sur 2024 et 2025 et une opération à financer sur 2025-2027. Les crédits de paiements ont été ajustés en conséquence sur la période 2024-2027.

- Opération ANRU-Tarbes (SEMI) :

Les opérations devraient démarrer ultérieurement (2026 pour les études avec des livraisons sur 2027 et 2030). Ainsi, les crédits de paiement ont été ajustés sur la période 2026-2030.

5^{ème} commission Finances, ressources humaines, numérique

Section	Budget total	DM3 proposée	Budget total après DM	Evolution
Fonctionnement	204 967 583	245 000	205 212 583	0,1 %
Investissement	68 766 245	-4 857	68 761 388	-0,0 %
Total	273 733 828	240 143	273 973 971	0,1 %

En 5^{ème} commission, cette DM consiste à augmenter les crédits des affaires juridiques de 60 301 €, à procéder à des virements de crédits au sein des lignes DRH, et de reporter une partie des CP 2023 destinés aux travaux de la caserne de Lourdes sur 2024.

Fonctionnement

Crédits nouveaux

- Service affaires juridiques et achats : + 60 301 €

Lors de travaux de forage souterrain sur le chantier des archives départementales, une déflagration avec remontée de flammes s'est produite. Deux sociétés, SEG-FAYAT et SOGEBEA, en charge de la construction du nouveau bâtiment, ont subi l'immobilisation de leur matériel et de leur personnel entre le 16 et le 27 mars 2023, en raison des investigations menées suite à l'incident. Pour compenser le préjudice, une transaction, approuvée par la Commission permanente du 17 novembre, a permis de régler le litige à l'amiable. Elle prévoit le versement d'une indemnité à chaque société pour une somme totale de 60 301 €.

Virements internes

- Direction des ressources humaines

Un certain nombre de virements de crédits (détaillés dans un tableau en annexe), qui s'équilibre entre les lignes de la DRH, sont nécessaires sur cette fin d'exercice, notamment 320 000 € pour financer de nouvelles mesures décidées au niveau national :

- Revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 1,5% à compter de juillet 2023 ;
- Complément de traitement indiciaire versé aux agents qui exercent dans le secteur de la santé, social, médico-social ou socio-éducatif : il s'impose aux Départements pour les agents concernés, avec effet rétroactif depuis avril 2022 ;

- Prime de pouvoir d'achat inflation versée aux agents de la fonction publique hospitalière du département en décembre 2023. Le montant maximum de la prime est de 800 €, et elle concerne 36 agents de la Maison départementale de l'enfance et de la famille.

Investissement

Ajustements de crédits

- SDIS (AP SOLIDTER 2020-7) : en raison d'un décalage dans l'avancement des travaux de la caserne de Lourdes, je vous propose de reporter 4 857 € de CP 2023 vers 2024.

Equilibre des sections

L'équilibre de la section d'investissement est réalisé en diminuant de 2M€ le virement depuis la section de fonctionnement. Après la DM, le montant des dépenses imprévues d'investissement reste inchangé à hauteur de 4,1 M€.

En conséquence, pour équilibrer la section de fonctionnement malgré notamment cette diminution de 2 M€ du virement vers la section d'investissement, les dépenses imprévues sont augmentées de 2,2 M€. Après la DM, le montant des dépenses imprévues de fonctionnement est de 21,4 M€.

2. Actualisation des autorisations de programme

Cette DM est aussi l'occasion de renseigner les autorisations de programme (AP) / crédits de paiement (CP) sur les exercices 2027 et 2028 afin de donner de la lisibilité sur la totalité de la durée du mandat. Au final, entre ce complément et les mouvements liés à l'exercice 2023, le cumul de l'ensemble des mouvements sur les AP/CP est de :

- En CP 2023 : - 2 653 767 €
- En AP : + 146 622 822 €

Ce montant de 146,6 M€ correspond à 2 années de CP habituelles (autour de 70 M€ par an) et reprend pour les exercices 2027 et 2028 l'ensemble des AP récurrentes, mais également l'inscription de crédits sur de nouveaux projets notamment routiers, qui devraient démarrer d'ici la fin de la mandature. Ce montant se répartit entre nos investissements propres (routes et bâtiments pour 120 M€) et les aides accordées sur l'ensemble du territoire (26,5 M€).

Les AP ci-dessous sont clôturées, les opérations correspondantes étant terminées :

➤ **DDL**

AP 5AAPST 2017-2 développement territorial 2018

AP 5PTHP 2017-2 pôles touristiques 2018

➤ **DCBN**

- AP 3COLSUB 2013-2 subventions d'équipements aux communes et structures intercommunales (4 063 € rendus en CP 2023)
- AP 3BATSUB 2013-1 bâtiments routiers matériels et travaux (2 321 € rendus en CP 2023)
- AP 3UNIV 2014-1 DUT génie civil (42 287 € rendus en CP 2023)

L'annexe n°2 présente de manière simplifiée la totalité des AP/CP modifiés par la DM.

3. Admissions en non-valeur

Lorsque la collectivité n'a pas pu recouvrer des sommes dues par des tiers, et après relances et poursuites effectuées par le comptable public (le Payeur départemental et/ou la DDFIP), elle a l'obligation de constater cette perte financière.

Une écriture est nécessaire pour admettre en non-valeur les titres de recette émis qui n'ont pu être recouverts, en émettant un mandat de paiement du montant des sommes non récupérées.

Sur le budget principal, sont admis en non-valeur des titres de recettes déjà émis pour **56 343,93 €** dont deux effacements de dette par la commission de surendettement pour un montant de 18 720,58 €. La ventilation par année est la suivante :

Année	Nombre de titres	Montant
2019	2	2 216,37 €
2021	6	28 086,02 €
2022	18	26 041,54 €